Observatoire des Élections en Europe

Corinne Deloy

Analyse

L'éventualité d'une victoire de la Coalition de la gauche radicale (Syriza) emmenée par Alexis Tsipras aux élections législatives grecques du 25 janvier suscite l'inquiétude

Résumé :

10 millions de Grecs vont renouveler les 300 membres de la Vouli Ton Ellinon, chambre unique du Parlement, le 25 janvier. Ce scrutin législatif, anticipé de 18 mois, est consécutif à l'échec de l'élection présidentielle du mois de décembre dernier, qui avait été elle-même anticipée de 2 mois. Les députés ne sont en effet pas parvenus à élire le successeur du chef de l'Etat Carolos Papoulias dont le 2e mandat se termine en mars prochain et qui ne peut pas se représenter.

Le 29 décembre, Stavros Dimas, seul candidat en lice, soutenu par la Nouvelle Démocratie (ND) du Premier ministre Antonis Samaras et le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) dirigé par Evangelos Venizelos, a recueilli 168 suffrages, soit -12 par rapport à la majorité des 3/5e (180 voix) obligatoire pour être élu lors du 3e tour de scrutin. Il avait obtenu un nombre de voix similaire le 23 décembre au 2e tour où la majorité qualifiée des 2/3, soit 200 suffrages, était indispensable et 160 voix le 17 décembre lors du 1er tour. L'échec de l'élection présidentielle a conduit à la dissolution du Parlement le 31 décembre et à la convocation d'élections législatives.

Le Premier ministre Antonis Samaras a décidé d'organiser le scrutin au plus vite, soit le 25 janvier. Selon une enquête d'opinion réalisée par l'institut Kapa Research et publiée dans le quotidien To Vima, 6 Grecs sur 10 (59,90%) étaient opposés à l'idée d'organiser des élections législatives anticipées. Celles-ci, qualifiées de « scrutin le plus important depuis des décennies » par le Premier ministre, apparaissent comme un véritable référendum sur la politique d'austérité du gouvernement.

La bourse d'Athènes a fortement chuté lors des 3 tours de l'élection présidentielle et après l'annonce du scrutin législatif et les taux d'intérêt de la dette grecque se sont envolés. Partout dans le monde, les bourses ont chuté (la baisse du prix du pétrole explique également ce recul), indiquant à Athènes que le pays n'est pas en mesure de se financer seul. Le 3 janvier, l'édition en ligne de l'hebdomadaire Der Spiegel soulignait que, selon des sources proches de la chancellerie, le gouvernement allemand jugeait quasiment inévitable une sortie de la Grèce de la zone euro si le dirigeant de SYRIZA Alexis Tsipras parvenait à former un gouvernement, abandonnait la ligne de rigueur budgétaire et décidait de ne plus rembourser les dettes du pays à l'issue des élections. L'intervention de l'Allemagne, mais également de la Commission européenne, par sa porte-parole ou Pierre Moscovici, est à la fois logique (les Etats européens sont les créanciers d'Athènes et la chancelière Angela Merkel a toujours promis aux Allemands que le financement de la Grèce ne coûterait rien à son pays) et contre-productive. La Grèce a emprunté au total 194,7 milliards € à la zone euro (dont 52,9 milliards auprès de différents pays, notamment l'Allemagne et la France). Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, avait apporté son soutien à Stavros Dimas en amont de l'élection présidentielle, une première dans l'histoire de l'Union. Une entreprise qui n'a pas été couronnée de succès.

Où en est la Grèce ?

La Grèce vit depuis 2010 sous perfusion : le FMI et l'Union européenne se sont, cette année-là, engagés à lui prêter 240 milliards € en échange de la mise en place de réformes et d'une politique d'austérité douloureuse pour une grande partie de la population.

Un premier plan d'aide de 110 milliards € a été accordé à Athènes entre 2010 et 2012 ; les versements du deuxième plan de 130 milliards € qui couvre la période de 2012 à 2014 ont été effectués de façon progressive, en tenant compte de la mise en place des réformes exigées par les créanciers. La dernière tranche d'aide de 10,8 milliards € devait être versée avant le 31 décembre 2014 mais les parties n'étant pas parvenues à s'entendre sur le projet de budget 2015, l'Union européenne a accordé le 8 décembre 2 mois supplémentaires au pays pour clôturer le deuxième plan d'aide qui doit permettre de sécuriser définitivement les finances du pays. Un compromis doit donc être trouvé avant la fin du mois de février. Les élections législatives compliquent et affaiblissent la position d'Athènes.

Du côté des bonnes nouvelles, on citera le retour de la croissance : après 6 années de récession, l'économie grecque devrait, selon les analystes, renouer avec la croissance (0,6% prévus en 2014 et 2,9% cette année) ; en 2013, Athènes a enregistré le plus faible recul de son PIB depuis 2008 (- 3,9%), notamment grâce à une moindre baisse de la consommation des ménages et à la reprise du tourisme. De même, le déficit public représente 0,2% du PIB alors qu'il s'élevait à 15% il y a 5 ans. Enfin, Athènes a fait en avril dernier son retour sur les marchés financiers.

Mais le pays reste très fragile et a été considérablement appauvri par les mesures d'austérité. Le chômage touche 25,7% de la population active (49,8% des -25 ans) ; le taux de pauvreté s'établit à 23,1%, un record dans l'Union européenne. Les salaires ont diminué d'un tiers, dans la fonction publique comme dans le secteur privé (le salaire minimum s'élève à 586 €) et sont souvent payés avec retard ; les pensions de retraite se sont effondrées et le revenu des ménages a chuté de 35%. Le nombre de fonctionnaires est passé de 900 000 (fin 2009) à 656 000 (fin 2014). Une entreprise sur quatre a dû mettre la clé sous la porte. Enfin, la dette publique, qui s'élevait à 157% du PIB il y a 2 ans, atteint désormais 175%.

A l'approche du scrutin, l'Union européenne redoute que SYRIZA veuille se débarrasser de sa tutelle financière sans conclure proprement le 2e plan d'aide financière ou encore qu'elle exige la réouverture du dossier de renégociation de la dette grecque. Une telle décision serait de nature à effrayer les investisseurs et provoquerait une onde de choc sur les marchés, notamment sur celui des emprunts souverains européens.
Les choses sont toutefois différentes de ce qu'elles étaient en 2010 et la situation budgétaire d'Athènes a évolué. En outre, Bruxelles a mis en place des structures (Pacte budgétaire européen (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), Mécanisme européen de stabilité (MES)) pour circonscrire les crises et empêcher toute contagion au reste de la zone euro. Une hausse des taux d'emprunt grecs ne devrait donc pas affecter les autres pays.

Mina Andreeva, porte-parole de la Commission européenne, a indiqué que « quoi qu'il advienne, le seul scénario viable pour la Commission est de « maintenir très fermement la Grèce ancrée à l'euro ». Le commissaire aux Affaires économiques et monétaires, à la Fiscalité et à l'Union douanière, Pierre Moscovici, a appelé les Grecs à soutenir les réformes : « un engagement fort envers l'Europe et un large soutien de la part des électeurs et des dirigeants politiques grecs envers le nécessaire processus de réformes favorables à la croissance sont essentiels pour que la Grèce prospère à nouveau au sein de la zone euro » a-t-il déclaré le 29 décembre.
Autre créancier d'Athènes, le FMI a suspendu son aide au pays jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement. Son porte-parole, Gerry Rice, a toutefois indiqué que le pays n'avait pas besoin de financements immédiats. Selon le rapport publié en octobre dernier par le FMI, Athènes aura besoin de 10 milliards € cette année. Le FMI réclame aux autorités grecques la mise en place d'une réforme des retraites et la libéralisation des licenciements collectifs.

L'inconnue SYRIZA

L'éventualité d'une victoire de SYRIZA et de l'arrivée au gouvernement d'Alexis Tsipras effraie les Européens. Au cours des derniers mois, le parti d'extrême-gauche s'est pourtant

recentré, essayant visiblement de rassurer investisseurs et électeurs et de montrer qu'il était capable d'exercer le pouvoir. Il ne demande plus la sortie de la Grèce de la zone euro, mais la révision des politiques d'austérité et souhaite qu'Athènes se libère de la tutelle de la troïka (FMI, BCE, Union européenne) qui impose au pays des réformes économiques douloureuses dans le but de restaurer la viabilité de ses finances publiques. Pour ce faire, SYRIZA veut signer un New Deal européen qui comprendrait des investissements publics réalisés par la Banque européenne d'investissement (BEI) et permettrait à la BCE d'acheter des obligations. Le parti souhaite une réduction de la dette afin de débloquer des fonds pour permettre à l'Etat d'investir et d'améliorer la situation sociale des plus défavorisés. Il envisage une relance de l'économie par une hausse de la demande intérieure.

En dépit de ses déclarations de campagne (« *L'Allemagne l'a fait en 1953, pourquoi pas la Grèce en 2015* » « *C'est le temps de la démocratie, le temps de la dignité, le temps pour le peuple de se lever* ») et des promesses faites à ses compatriotes de « *tourner la page de l'austérité* », de « *faire danser les marchés* », Alexis Tsipras s'est engagé à ne pas agir de façon unilatérale et son programme témoigne indéniablement d'une volonté de dialogue avec l'Union européenne.

L'aile gauche du parti, un peu en sommeil, reste cependant présente. Ainsi, Yannis Tolios a affirmé : « *Nous pouvons décider d'arrêter de payer les intérêts et les amortissements, cela fait partie des engagements de notre parti* » ; Maria Kanelopoulou a souligné que « *Nous ne pouvons être tributaires d'une dette dont nous ne sommes pas à l'origine ni des engagements pris par les gouvernements précédents* » alors que le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble rappelait qu'Athènes devait continuer sur la voie des réformes engagées à l'issue des élections. « *Le scrutin ne changera rien aux accords passés avec le gouvernement grec. Si la Grèce prenait un autre chemin, il serait difficile de la soutenir* » a-t-il déclaré.

Le programme économique de SYRIZA a été rendu public en septembre dernier à Thessalonique. Il se décompose en 3 phases d'action. La première est la fin de l'austérité : le parti prévoit des allègements d'impôt, une hausse du salaire minimum, le rétablissement du 13e mois pour les plus faibles retraites, l'octroi de bons d'électricité ou de logement et un accès gratuit aux transports en commun pour les plus défavorisés (environ 300 000 foyers), le tout à hauteur de 11 milliards €. Le deuxième point est la négociation immédiate de la remise sur la dette pour 2015 et enfin le dernier, la renégociation globale de la charge de la dette (175% du PIB).

« *Cette question du trou budgétaire peut être résolue si nous négocions avec nos partenaires une remise sur les 24 milliards € que nous devons allouer au remboursement de la dette sur l'année 2015. Nous souhaitons abaisser le niveau du remboursement de notre dette publique de 5% du PIB à 2% pour les 10 prochaines années. Nous paierons le FMI mais nous voulons renégocier la partie de notre dette publique détenue par les Etats européens, la BCE et le Mécanisme européen de stabilité (MES) [1] afin de la rendre soutenable* » a déclaré George Stathakis, professeur d'économie et conseiller d'Alexis Tsipras, pressenti comme futur ministre de l'Economie en cas de victoire de SYRIZA. Il répète que « *le parti n'est plus celui de 2012* ». Pour lui, « *l'Europe a intérêt à permettre à la Grèce de rester dans la zone euro et à renouer avec la croissance sans l'étouffer sous la dette* ». « *En effet, de quelle croissance et de quels succès parle-t-on alors que le pays a perdu plus de 25 points de PIB en 4 ans, que 30% des Grecs sont passés sous le seuil de pauvreté, que le chômage touche 27% et que les entreprises continuent de fermer ? Il est temps d'essayer un autre modèle* » affirme-t-il.

« *Alexis Tsipras propose des mesures d'aide sociale importantes qui représentent 13,5 milliards €, or les caisses sont presque vides. Quant à sa volonté de réduire la dette, ce serait certes idéal mais celle-ci est détenue à 85% par des institutions et des partenaires européens, alors croyez-vous que les peuples français ou allemand accepteront de payer la dette grecque sans être remboursés ?* » interroge Panagiotis Iokimidis, professeur de politique européenne de l'université d'Athènes, « *Alexis Tsipras affirme pouvoir augmenter les salaires dès son arrivée au pouvoir ou renationaliser les entreprises ou les terres déjà privatisées, ce n'est pas sérieux* » souligne Sotiris Dallis, professeur de relations internationales à la même université.

« *SYRIZA pourrait cette fois obtenir 30% des suffrages. Pas de quoi avoir une majorité absolue mais il ne lui manquerait alors qu'une dizaine de députés pour obtenir les 151 voix*

1. *SYRIZA a indiqué vouloir rembourser la somme de 3,5 milliards € que la Grèce doit aux investisseurs privés.*

nécessaires » analyse Elias Nikolapoulos, politologue. Le parti a passé un accord avec la Gauche démocratique (DIMAR). 4 députés de ce parti devraient ainsi être candidats sur les listes de SYRIZA. Stavros Theodorakis, président du parti de centre gauche To Potami (La rivière), qui attire de nombreux anciens électeurs du PASOK et qui pourrait bien franchir le seuil de 3% des suffrages obligatoires pour être représenté à la Vouli, s'est dit prêt à collaborer avec un gouvernement dirigé par SYRIZA. De son côté, le PASOK refuse tout rapprochement.

Une victoire de la gauche radicale aurait indéniablement une forte dimension symbolique en Europe. Elle renforcerait par exemple Podemos (Nous pouvons), en Espagne dirigé par Pablo Iglesias Turrion et issu en partie du Movimiento 15 M (Mouvement du 15 mai), avec laquelle le parti grec est allié au Parlement européen. Podemos fait jeu égal avec le Parti populaire (PP) au pouvoir dans les enquêtes d'opinion. « *En Europe le sentiment est en train de changer. Tout le monde se fait à l'idée que SYRIZA sera au gouvernement et que de nouvelles négociations commenceront* » a souligné Alexis Tsipras. « *Nous ne voulons pas de la politique d'austérité et nous allons renégocier les programmes de la troïka. Cette revendication n'est pas seulement la nôtre. Il existe tout un mouvement en Europe qui veut en finir avec l'austérité* » a affirmé Dimitrios Papadimoulis, député européen (GUE/NGL)

Antonis Samaras peut-il gagner la seconde manche ?

En organisant l'élection présidentielle (qui devait de toutes les façons se tenir avant mars) de façon anticipée en décembre dernier, Antonis Samaras espérait mettre un terme au climat d'instabilité qui régnait dans le pays depuis quelques mois. Il a perdu la première manche de la bataille. En agitant la menace du chaos et en convoquant un scrutin anticipé alors que la Grèce n'est pas encore sortie du programme d'aide, il complique indéniablement la donne pour SYRIZA.

Antonis Samaras fait campagne sur la menace d'instabilité que représente SYRIZA parti à propos duquel il n'hésite pas à parler de terrorisme. « *Voter pour SYRIZA, c'est mener le pays à la catastrophe et risquer une exclusion de la zone euro* » répète son parti, la Nouvelle Démocratie.
« *Les difficiles réformes ont porté leurs fruits, il n'existe pas d'alternative et les élections ne changent rien aux accords passés avec le gouvernement grec* » a déclaré le Premier ministre après l'échec du scrutin présidentiel. Il veut convaincre ses compatriotes qu'il est le seul en mesure de négocier avec les Etats de la zone euro et aime à répéter que du scrutin du 25 janvier dépend le maintien de la Grèce dans l'Europe. Peut-être espère-t-il remporter une victoire identique à celle du dernier scrutin législatif de 2012 ? Il n'est toutefois pas certain que la menace soit le meilleur argument électoral ; en outre, la situation de la Grèce comme celle de l'Europe sont différentes de ce qu'elles étaient en 2012.

A l'extrême droite, le parti néo-nazi Aube dorée (XA) est la troisième force politique du pays. Depuis juin 2014, l'ensemble des députés du parti font l'objet de poursuites judiciaires pour « *appartenance à une organisation criminelle* », plusieurs sont emprisonnés. Son dirigeant Nikolaos Michalodiakos et 4 autres députés sont également mis en examen pour l'assassinat, le 18 septembre 2013, du rappeur antifasciste Pavlos Fyssas. Il nie toute implication dans ces faits dans lesquels il dénonce une « *machination politique* ». Les violences de ses membres et les accusations dont ils font l'objet ne semblent toutefois pas repousser les sympathisants du parti d'extrême droite qui sait parfaitement exploiter la méfiance des électeurs à l'égard des partis traditionnels. Aube dorée met l'accent sur la nécessité d'accorder la priorité aux Grecs et sur le danger que constitue l'immigration dans laquelle il voit une menace sur l'intégrité de la nation et la cause de l'insécurité qui règnerait dans le pays. Son influence réelle est cependant difficile à estimer, ses sympathisants étant peu enclins à décliner leurs préférences électorales aux instituts d'opinion.

Enfin, le PASOK est très faible dans les enquêtes d'opinion. Son échec lorsqu'il était au pouvoir (entre 2009 et 2011) et sa collaboration gouvernementale avec Nouvelle Démocratie ont manifestement discrédité le parti historique de la gauche. L'ancien Premier ministre (2009-2011) et ancien président du PASOK (2004-2012) George Papandréou a créé le 2 janvier son propre parti qu'il a appelé le Mouvement des socialistes démocrates. Il déclare vouloir réformer l'ancien système corrompu qui a mené à la crise financière. Ce parti pourrait bien tuer définitivement le PASOK. S'il parvient à dépasser le seuil de 3% de suffrages obligatoire pour entrer au Parlement, il pourrait être courtisé par SYRIZA.
Les 18 et 25 mai derniers, les Grecs ont renouvelé leurs maires et leurs conseillers régionaux. La Nouvelle Démocratie

est arrivée en tête du 1er tour avec 26,3% des suffrages, devant SYRIZA qui a recueilli 17,7% des voix. La moitié des électeurs ne se sont cependant pas déplacés (alors que le vote est obligatoire en Grèce). Il faut noter que longtemps les partis politiques ont payé pour le déplacement des électeurs qui ne résident pas dans la commune où ils sont inscrits, chose qu'ils ont abandonnée depuis.

La Nouvelle Démocratie a remporté 7 des 13 régions du pays tandis que le PASOK, qui se présentait sous l'appellation Elia (L'Olivier), n'a conservé que la Crète et la Grèce occidentale, deux régions touristiques. SYRIZA a remporté la région de l'Attique qui rassemble 5 millions de personnes, soit la moitié de la population du pays. Rena Dourou en est devenue la présidente avec 50,82% des suffrages devant Ioannis Sgouros. Le parti a également conquis les îles Ioniennes, dont Corfou est la capitale.
Plusieurs villes, dont Athènes et Thessalonique, ont plébiscité les candidats indépendants. 4 indépendants, dont 2 anciens membres du PASOK, ont été élus présidents de région.
Aux élections européennes, qui étaient organisées le même jour que le 2e tour du scrutin local, SYRIZA a recueilli 26,57% des suffrages et remporté 6 sièges, devançant la Nouvelle Démocratie du Premier ministre Antonis Samaras, qui a obtenu 22,72% des voix et 5 sièges. Elia a recueilli seulement 8,02% des suffrages (2 sièges) et est arrivée derrière Aube dorée, qui a obtenu 9,39% des suffrages et 3 sièges.

Le système politique grec

Le Parlement grec (Vouli Ton Ellinon) est monocaméral et compte 300 membres, élus pour 4 ans au sein de 56 circonscriptions au scrutin proportionnel, appelé proportionnelle renforcée. Les électeurs votent pour une liste au sein de laquelle ils peuvent exprimer leurs préférences. 51 circonscriptions désignent 288 députés ; les 12 députés restants, appelés députés nationaux car ils représentent l'ensemble de la Grèce – une position honorifique –, sont désignés à partir des résultats de chacun des partis politiques à l'échelon national. Ce système électoral garantit un niveau de représentativité de 70% aux partis. Le parti arrivé en tête bénéficie d'un bonus de 50 sièges. Les candidats doivent être âgés de 25 ans minimum. Le vote est obligatoire en Grèce jusqu'à l'âge de 70 ans. L'abstention est officiellement punie d'une peine d'emprisonnement allant d'un mois à un an ainsi que par un licenciement mais ces sanctions ne sont pas appliquées.

7 partis politiques sont actuellement représentés au Parlement :
– La Nouvelle démocratie (ND) fondée en 1974 par l'ancien président de la République (1980-1995) et ancien Premier ministre (1955-1963 et 1974-1980), Constantin Caramanlis. Dirigée par le Premier ministre sortant Antonis Samaras, elle compte 129 sièges ;
– La Coalition de la gauche radicale (SYRIZA), parti d'extrême gauche né en 2004 et issu du rassemblement de l'ancien parti Synaspismos et de plusieurs organisations de gauche radicale de militants communistes et écologistes. Dirigée par Alexis Tsipras, elle possède 71 députés ;
– Le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), parti créé en 1974 par l'ancien Premier ministre (1981-1989 et 1993-1996) Andreas Papandreou, et dirigé par le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères sortant, Evangelos Venizelos. Il compte 33 sièges;
– Le Parti des Grecs indépendants (ANEL) créé le 24 février 2012 et dirigé par Panos Kammenos, possède 20 députés ;
– Aube dorée (XA), parti d'extrême droite, créé en 1980, dirigé par Nikolaos Michaloliakos, compte 18 sièges ;
– La Gauche démocratique (DIMAR), fondée en juin 2010 par d'anciens membres de Synaspismos. Dirigée par Fotis Kouvelis, elle possède 17 députés ;
– Le Parti communiste (KKE), fondée en 1918 et issue du Mouvement socialiste et ouvrier, communiste et anti-européen. Dirigé par Aleka Papariga, il compte 12 sièges.
Selon l'enquête d'opinion réalisée par l'institut Marc pour la chaîne de télévision Alpha TV, SYRIZA arriverait en tête des élections législatives avec 28,3% des suffrages. La Nouvelle Démocratie prendrait la 2e place avec 24,8% des voix. Derrière ces deux partis, To Potami obtiendrait 5,8% des suffrages ; Aube dorée 5,7%; le Parti communiste, 5,1% ; le PASOK, 4,5% ; le Parti des Grecs indépendants, 3,3% ; l'Alerte populaire orthodoxe (LAOS), 1,9% et enfin DIMAR, 1,2%. Un autre sondage réalisé par Alco et publié par To Pontiki le 8 janvier montre que SYRIZA obtiendrait 33,8% des voix et la Nouvelle démocratie 30,5%. Mais l'avance de SYRIZA se réduit. Un sondage GPO pour MEGA TV le 7 janvier indique que SYRIZA obtiendrait 28,5% des voix contre 25,3 pour la Nouvelle Démocratie. Or cette avance de SYRIZA n'est plus que de 3,2% alors qu'elle était de 4,9 % il y a un mois.

Rappel des résultats des élections législatives du 17 juin 2012 en Grèce

Participation : 62,49% (le vote est obligatoire)

Partis politiques	Nombre de voix recueillies	Pourcentage des suffrages obtenus	Nombre de sièges
Nouvelle Démocratie (ND)	1 825497	29,66	129
Coalition de la gauche radicale (SYRIZA)	1 655 022	26,89	71
Mouvement socialiste panhellénique (PASOK)	756 024	12,28	33
Parti des Grecs indépendants (ANEL)	462 406	7,51	20
Aube dorée (XA)	426 025	6,92	18
Gauche démocratique (DIMAR)	384 986	6,25	17
Parti communiste grec (KKE)	277 227	4,50	12
Autres	1 456 19	5,97	0

Source : http://ekloges-prev.singularlogic.eu/v2012b/public/index.html

Antonis Samaras pourrait-il remporter la 2e manche? Un sondage de Kapa Research montre que 44,1% des Grecs voient en l'actuel chef du gouvernement l'homme politique le mieux à même de diriger le pays ; 34,4% lui préfèrent Alexis Tsipras. Par ailleurs, un sondage de GPO indique que les trois quarts des Grecs (75,7%) souhaitent que leur pays reste dans la zone euro ; un quart (24,1%) préfèreraient à l'inverse l'en voir sortir.

Le prochain gouvernement devra être formé rapidement, la Commission européenne ayant fixé à Athènes la fin du mois de février comme échéance pour clôturer le 2e plan d'aide. Il disposera donc de peu de temps pour négocier avec la troïka et d'une faible marge de manœuvre. Enfin, les nouveaux députés, qui siègeront à partir du 5 février, devront impérativement élire un successeur à Carolos Papoulias à la présidence de la République.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.